



Bulletin de la Section Départementale de Seine-Saint-Denis du SNU.ipp



Syndicat National Unitaire Instituteurs
Professeurs des écoles - P.E.G.C.

Supplément n°31 du 8 avril 2008
au Bulletin n°553 - ISSN : 1250-3509

*Dans la continuité des actions entamées
par les lycéens, par les personnels
du premier et second degré et les parents d'élèves :*

→ **Meeting**

à la Bourse Départementale du Travail de Bobigny

Vendredi 11 avril à 20 h

→ **Manifestation départementale**

Samedi 12 avril à 12 h

de la Bourse Départementale du Travail
de Bobigny à l'Inspection Académique

→ **Grève régionale**

Mardi 15 avril

**Dans le premier degré,
à l'appel des 8 sections
départementales
du SNU.ipp/FSU
en Ile-de-France**

Un **tract aux parents**
est disponible
sur le site du SNU.ipp 93
(<http://www.snuipp.fr/93>)
diffusion assurée
par la voie militante.

Le 16 avril en Ile de France, mobilisons-nous pour nos salaires, pour notre pouvoir d'achat !



Ile de France

Depuis des années notre pouvoir d'achat se dégrade. Ce sera encore le cas cette année, l'aumône gouvernementale de 0.8% octroyée étant bien éloignée des prévisions de l'inflation.

Depuis plusieurs semaines, les personnels se mobilisent pour refuser les coupes sombres opérées dans le service public d'éducation nationale. Dans le second degré, l'emploi public est mis en danger avec plus de 11 000 suppressions de postes à la rentrée (plus de 2000 en Ile de France). Or une grande partie de ces suppressions est due à la transformation de postes en heures supplémentaires. Brider le salaire des fonctionnaires pour les contraindre à accepter des heures supplémentaires pour compenser la baisse de pouvoir d'achat alors qu'ils sont de plus en plus confrontés à des difficultés financières, voilà l'objectif du gouvernement. Le "travailler plus" de Sarkozy prend tout son sens !

L'objectif d'affaiblir la qualité et l'offre de formation n'est pas seulement dicté par des impératifs budgétaires, mais est bien un choix politique aggravant les inégalités. La question des salaires c'est aussi cela !

Déjà dans de nombreuses disciplines, les jurys de concours alertent sur la qualité des recrutements.

Les métiers de l'enseignement ne sont plus attractifs. Un salaire de départ à hauteur de 1300 € pour un professeur des écoles ou un certifié quelle incitation pour de jeunes étudiants à BAC+5 !

De même, dans l'enseignement professionnel, la quasi disparition de vrais professionnels ayant une expérience en entreprise devient une difficulté majeure. Ajoutons à ces exemples les pénuries en médecins scolaires, assistants sociaux, infirmiers, CO-Psy... Partout la baisse du pouvoir d'achat a des conséquences directes sur la qualité du service public d'éducation.

En Région Parisienne, les coûts explosent et de nombreux jeunes collègues ne peuvent plus faire face. Qu'on ne s'y trompe pas, la multiplication des co-locations, n'est pas comme une certaine presse voudrait nous le faire croire une question de mode, mais bien le signe que côté salaire, le compte n'y est pas.

Les augmentations régulières des transports, des produits de première nécessité, mais aussi des dépenses de santé posent de plus en plus de problèmes. Les agents de catégorie C, dont le moins qu'on puisse dire est que le travail n'est pas reconnu avec des embauches au niveau du SMIC, sont les premiers touchés tout comme les retraités qui subissent directement les baisses de pension.

La FSU Ile de France appelle les personnels des fonctions publiques à participer aux côtés de tous les salariés, dans l'unité avec l'ensemble des organisations syndicales **CGT, CFDT, FO, UNSA, SOLIDAIRES, CFTC d'Ile-de-France** à la

manifestation unitaire
Mercredi 16 avril à 14 heures.
de la Préfecture de Région
(Métro St François Xavier)
au Medef national (Métro École militaire)

Faire converger les luttes, vers le «tous ensemble» ! Pour l'école de la réussite de tous les élèves

La montée régulière des mécontentements :

Depuis le début de l'année scolaire, nous avons conduit différentes actions. De rassemblements départementaux en grèves départementales ou nationales, nous avons ensemble démontré notre mécontentement. Nous sommes en désaccord avec les décisions gouvernementales en matière d'éducation, de services publics, de salaires, de retraites. Nous avons d'autres propositions à faire. Le SNUipp a été un élément déterminant dans la construction de ces actions.

Depuis plusieurs semaines, les lycéens, les enseignants du second degré sont dans l'action avec grèves et manifestations pour empêcher la suppression massive de postes : 900 profs en moins dans les collèges et lycées de l'académie de Créteil dont 370 en Seine Saint Denis. Dans le premier degré, en Seine Saint Denis, nous avons fait grève à plusieurs reprises : la dernière, le 18 mars avec les collègues du secondaire.

Pour gagner il faut croiser plusieurs conditions :

1. La première des conditions, c'est le nombre des mécontents qui s'expriment et qui font en sorte d'être entendus et d'être vus...
2. La deuxième des conditions, c'est d'être compris par l'opinion publique, car il ne suffit pas d'être entendus.
3. La troisième des conditions c'est d'être unis dans l'action.

Pour toutes ces raisons,

- nous organisons des réunions avec les collègues pour prendre les décisions ensemble,
- nous organisons des réunions dans les villes avec les parents d'élèves,
- nous n'opposons pas les actions les unes aux autres,
- nous recherchons les possibilités de nous exprimer ensemble avec les autres organisations syndicales, en préservant notre crédibilité.

Les perspectives :

La lecture du plan d'actions ci contre, démontre s'il le fallait, que nous construisons les actions avec la volonté de les faire converger et croître. Dans le même temps, s'il y a bien la nécessité d'agir ensemble dans la rue et auprès de l'opinion publique, il y a aussi nécessité d'agir sur le long terme et pas seulement par «à coups» pour cela, rien ne remplace l'action syndicale. Alors n'hésitez plus, syndiquez-vous !

Sommaire :

p.1 : Dans la continuité des actions entamées par les lycéens, par les personnels du premier et second degré et les parents d'élèves : Meeting du 11/04/08 ; Manifestation départementale du 12/04/08
Grève régionale du 15/04/08.

p.2 et 3 : Faire converger les luttes, vers le «tous ensemble» !
Plan d'actions en Ile de France ; Suppression du samedi, nouveaux programmes, stage de remise à niveau, carte scolaire «Mobilisons les parents»

p.4 : Le 16 avril, mobilisons-nous pour nos salaires, notre pouvoir d'achat

p.5 et 6 : Appel des 8 sections départementales du SNU.ipp-FSU en Ile de France.



Plan d'actions en Ile de France Ensemble, enseignants, lycéens, parents

Jeudi 10 avril :

- Grève du second degré à l'appel du SNES/FSU et d'autres organisations.
- Manifestation enseignants, lycéens 14 h métro Luxembourg.

Vendredi 11 avril à 20 h

Meeting à l'auditorium de la Bourse Départementale du Travail de Bobigny : **«La Seine-Saint-Denis se mobilise»**

Samedi 12 avril à 12 h :

Manifestation 1er et 2ème degré, parents d'élèves de la Bourse Départementale du Travail de Bobigny à l'Inspection Académique.

Mardi 15 avril :

- Grève 1er degré à l'appel des 8 sections SNU.ipp de la Région Ile de France, **contre les projets de casse de l'école et pour la création de postes.**

... et en Mai, une série de réunions intersyndicales au niveau national se tient en ce moment pour envisager une mobilisation unitaire. D'ores et déjà, reprenez votre dimanche 18 mai où la FSU organise une manifestation nationale à Paris pour «développer le service public d'Education et assurer la réussite de tous les élèves».

“Base élèves” serait inoffensif ?

Une chose est certaine : tout abandon d'une parcelle de liberté est définitif. La protection des données, c'est comme l'environnement et la biodiversité : ce qui est peu à peu grignoté ne se reconstitue jamais.

Les premiers stages de formation obligatoire de directions d'école pour mettre en place le fichier «Base élèves» -présenté comme simple outil de gestion- ont commencé le 4 avril à Saint Denis. En Isère, il a fallu que la police évacue les parents qui bloquaient l'accès des lieux de stage aux formations obligatoires. Ensuite, l'Inspecteur d'Académie a exercé des pressions et un chantage aux retenues sur salaire ... Pour un simple outil de gestion ?

Pourquoi le ministère et le gouvernement se refusent-ils à un débat parlementaire sur la question ?

Alors que 14 conseils municipaux dans le département se sont opposés à la mise en place de «Base élèves», pourquoi n'a-t-il jamais été possible d'avoir un débat au sein du CDEN ?

Est-ce déloyal que de s'interroger sur la pertinence d'un outil qui n'a pas les fonctionnalités des logiciels actuels de gestion d'école ?

Est-ce déloyal que de s'interroger sur les risques de croisement des fichiers encourus par les populations que l'on nous oblige à fichier ?

Prenez connaissance et signez en ligne la pétition nationale : «Nos enfants sont fichés, ne nous en fichons»

<http://www.nosenfantssontfiches.org/phpPetitions/>

En mai, la FSU 93 et la LDH devraient proposer une réunion commune en Seine Saint Denis, la date du 6 mai est proposée (attendre confirmation).

Adresse d'un excellent site réalisé par les collègues de l'Isère, le kit contre base élèves : <http://baseeleves38.wordpress.com/kit-contre-base-eleves/>

Suppression du samedi, nouveaux programmes, stage de remise à niveau, carte scolaire «Mobilisons les parents»

Le ministre de l'Education Nationale annonce ces différentes réformes comme permettant de diviser par trois le nombre d'élèves en difficulté scolaire. Ces réformes ne mettent à contribution que les enseignants les rendant seuls responsables de la prise en charge de la difficulté scolaire. Les familles soucieuses de la réussite de leurs enfants ont tendance à penser que les propositions gouvernementales sont des réponses aux difficultés qu'elles rencontrent. Elles n'ont pas toujours les moyens d'analyser l'inefficacité de ces réformes, ce qu'elles représentent comme remise en cause profonde de l'école et de l'illusion qu'elles entretiennent. Nous devons leur montrer comment le Ministère sait trouver les budgets pour des heures supplémentaires mais pas pour les postes et les ouvertures de classes nécessaires.

Nous devons informer les parents sur tous les aspects de ces réformes en les réunissant dans chaque école, groupe scolaire ou chaque ville du département. **C'est avec la mobilisation des parents que nous pourrions réussir à contrer ces réformes et obtenir des moyens pour une école de la réussite.**

Déjà des réunions avec les parents sont programmées dans différentes villes : le jeudi 10 à Aubervilliers, le 11 à Tremblay en France (6 réunions), Pantin, Noisy le Sec.